

LA TENTATION DU CLOWN

LAETITIA KRUPA

LA TENTATION
DU CLOWN

Comment un candidat hors système
va bouleverser l'élection présidentielle

BUCHET • CHASTEL

Buchet/Chastel, Libella, Paris, 2021

ISBN 978-2-283-03518-4

À Rose.

« Je sais trop que nous vivons dans un siècle
où l'on ne prend au sérieux que les imbéciles
et je vis dans la terreur de ne pas être compris. »

Oscar WILDE, *Intentions*, 1891

Introduction

Hold-up sur la démocratie

« La France me fait peur, elle me semble prête pour le populo-fascisme. Un jeune Tapie d'extrême droite pourrait bien être élu président de la République. L'horreur. » Dans une indiscretion au magazine *Challenges* en décembre dernier, Robert Badinter pose le cadre de 2022. L'incursion en politique de Bernard Tapie, propulsé par François Mitterrand, n'a jamais vraiment plu aux socialistes. C'est Jacques Pilhan, le gourou silencieux du président, qui en avait eu l'idée, l'homme d'affaires devait incarner « l'ouverture ». À l'époque, il était l'un des seuls à avoir affronté avec succès Jean-Marie Le Pen à la télévision. Tapie n'a jamais été candidat à la présidentielle, mais en le prenant en exemple, l'ancien garde des Sceaux met en garde contre la tentation du clown.

Au moins, moi, je ne veux pas être élu, j'ai cet avantage. [...] Il y a 20 000 maires qui ne sont attachés à aucun parti politique. Maintenant, on interdit les fêtes foraines, les bals, on ferme les bistrots et manquerait plus qu'on leur ferme les églises...

Je ne m'intéresse pas forcément à un électorat, je n'ai pas de parti. Celui qui veut, peut voter pour moi. S'il y trouve des raisons, il est le bienvenu.

L'idée est simple : on va rentrer tous ensemble, ce n'est pas que moi, je ne veux pas de parti politique, je ne veux rien du tout. Ce n'est que vous et moi, on peut essayer de faire quelque chose pour 2022. On est toute une communauté, tous répartis partout en France. On peut choper des signatures et des dons pour faire quelque chose.

Jouons ensemble à une sorte de « Qui est qui ? » politique. Qui est l'auteur de la première tirade ? Qui a prononcé la deuxième ? Est-ce le même candidat ? À quelles occasions ? Les deux passages sont-ils extraits de la même déclaration ? Qui est cet inconnu qui ne veut ni conduire de parti politique, ni être élu et qui en appelle au peuple ?

Réponse : il s'agit de deux allégations distinctes. L'une date de 1980 et l'autre de 2020. L'une vient de Coluche et l'autre d'Éric Drouet. Le premier reste, jusqu'à aujourd'hui, le plus grand clown dans le cœur des Français. Le second, chauffeur routier, figure de proue des Gilets jaunes, est devenu, à l'automne 2018, une petite star des réseaux sociaux.

À quarante ans d'écart, les deux hommes ont décidé de se lancer dans la course élyséenne avec le même objectif : mettre un coup de pied dans la fourmilière politique, jugée incapable voire illégitime.

Pour entrer dans la course, le satiriste de la France de Giscard avait convié la presse au Théâtre du Gymnase, tandis que le Gilet jaune a organisé un *Facebook live* depuis la cabine de son camion. Deux époques, deux phénomènes, deux méthodes.

Évidemment, les deux personnages sont incomparables. Coluche appartient à la caste des intouchables, puisque c'est lui qui a construit le mythe du clown. Sans réellement avoir

mené la guerre électorale, il est apparu dans la campagne comme un chien dans un jeu de quilles et s'est imposé en icône du hors système. C'est le premier charlot qui a fait trembler le pouvoir.

Après lui, beaucoup ont creusé le sillon, mais les petits candidats n'ont jamais réussi à briser le plafond de verre. Peut-être parce que tous ont cherché la lumière sans vraiment vouloir le pouvoir, plus foutraques que militants.

Mais depuis l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis, tout a changé, le monde a changé. L'humour de Coluche appartient à un folklore bourré de naphthaline.

Un clown a dirigé la plus grande puissance du monde occidental et a atomisé le concept même de vérité. À coups de tweets, Trump a démoli le champ politique et la démocratie représentative. Et le plus édifiant, c'est qu'il n'est pas la cause du séisme mais son symptôme. Le furoncle du populisme rampant.

Et le tsunami n'a pas seulement percuté le continent américain, il a d'abord touché l'Italie, puis quelques années plus tard l'Ukraine, la Slovénie, la Grande-Bretagne, le Brésil, les Philippines, le Guatemala et le dernier en date, l'Équateur où un banquier et un leader indigéniste viennent d'emboutir l'élection présidentielle.

Dès lors, pourquoi la France serait-elle épargnée ? Dans la tentative de « Drouet le Jaune » réside la quintessence de notre époque. En 2022, l'avènement d'un clown est désormais possible. Aura-t-il le visage d'un Trump, d'un Beppe Grillo, d'un Bolsonaro, d'un Boris Johnson ou d'un Zelensky ? Portera-t-il un nez jaune ? Un nez brun ?

La présidentielle sera le scrutin de la dernière chance pour le politique et de la première pour le bouffon. Franck Louvrier, ancien directeur de la communication de Nicolas Sarkozy, met en garde : « Ça nous arrivera un jour ou un

autre. Nous savons tous qu'il s'agit d'une tendance internationale. Mais il ne faut pas se tromper dans le constat : ce n'est pas une dérive, c'est le reflet de ce que ressentent les gens. Qui peut dire que c'est mal ou que c'est bien ? Qui sommes-nous pour juger ? Aujourd'hui, avec la révolution numérique, il n'y a plus de prêt à penser politique. »

Est-ce qu'un clown peut se positionner au premier tour ? Nouvelle querelle des Anciens et des Modernes. Comme tout changement de paradigme social, le débat déchire la sphère des spécialistes et comme souvent en France, deux camps s'affrontent.

Les « Anciens », ceux qui avaient voté en 1981 et assisté à l'échec de Coluche, croient dur comme fer à l'inviolabilité des institutions et à la raison des électeurs français dans le grand et solennel rendez-vous présidentiel. Ils sont convaincus que l'histoire politique est composée de flux statistiques et que la probabilité du clown reste faible.

Les autres, les « Modernes », ceux qui étaient enfants sous la présidence de François Mitterrand, constatent le glissement idéologique, la perte de repères, le règne du numérique, la démocratie menacée. Eux prédisent l'hypothèse du clown. Nous aussi.

Tous les signaux sont passés au vert. La sortie de crise du coronavirus s'annonce périlleuse, comme l'expose Michel Bettan, ex-spin doctor de Xavier Bertrand : « On a tous les condensés d'une situation thermo-nucléaire : le rejet des élites est monstrueusement abyssal, la crise sanitaire et la crise économique qui va suivre peuvent provoquer un séisme brutal, si on ajoute à cela les débats souterrains sur l'identité française, tout sera possible en 2022. L'incertitude est à son comble. Le scrutin présidentiel sera conduit dans la peur ou la colère, deux combustibles ultra-dangereux. »

Jamais les politiques n'ont en effet été aussi éloignés du peuple. Ils ont perdu leur aura symbolique et la légitimité de leur fonction, comme le montre le dernier baromètre de la confiance politique du Centre de recherches politiques de Science Po (CEVIPOF) avec OpinionWay, publié en février 2021. Il indique que 77 % des Français éprouvent des sentiments négatifs à l'égard de la politique, qui se partagent par ordre décroissant d'importance entre la méfiance, le dégoût et l'ennui. 80 % estiment que les responsables ne se préoccupent pas de ce que pensent « les gens comme eux » et seuls 16 % font confiance aux partis politiques quand 54 % estiment que la politique n'est pas une affaire de spécialistes.

Selon Samuel Hayat, chercheur en science politique au CNRS : « Le rejet concerne d'abord la classe politique, les professionnels qui défendraient leurs intérêts propres et ensuite la politique partisane. Il y a aussi et surtout la volonté de défendre les petits contre les gros. » Le mythe de David contre Goliath sous-tend précisément toutes les tentations du clown car l'idéologie n'est plus le moteur de l'appartenance politique ; aujourd'hui, l'électeur tend à se positionner davantage en fonction de son expérience personnelle, de ses émotions. Les clivages politiques se recomposent autour de données nouvelles, comme les croyances, l'affect ou le ressenti.

La politique est en pleine crise de foi. La crise du coronavirus a révélé l'ampleur de la défiance, avec de multiples preuves, à commencer par la judiciarisation du politique. Début 2021, la Cour de justice de la République, seule instance à pouvoir juger pénalement les ministres pour les actes accomplis dans le cadre de leurs fonctions, a reçu près de cent plaintes pour mauvaise gestion de la pandémie. Une information judiciaire a été ouverte contre l'ex-Premier ministre Édouard Philippe et deux de ses ministres de la

Santé, Agnès Buzyn et Olivier Véran, pour « abstention de combattre un sinistre », délit passible de deux ans de prison et 30 000 euros d'amende.

Au plus haut sommet de l'État, les responsables ont ainsi perdu leur immunité symbolique. C'est la première fois que des plaintes sont déposées alors même que la crise bat son plein ; jusque-là, dans les grandes affaires de santé publique – sang contaminé, amiante, etc. –, la justice était intervenue *a posteriori*.

Pour la communauté qui se fédère autour de la détestation des élites, cette avancée est historique : c'est la démonstration de la fragilité du pouvoir pouvant précéder sa chute.

Par ailleurs, le fort taux d'abstention, qui est aussi une conséquence de cette défiance, permet toutes les projections. Pour le sociologue Gérard Bronner, qui étudie les mouvements résistants à la démocratie, jamais contexte social ne fut plus explosif :

Le continent politique tel que je le décris est dessiné à l'encre sympathique. À chaque nouvelle crise, on approche une flamme et on voit cette nouvelle cartographie apparaître.

Je vais en prendre un seul exemple, le plus récent : la controverse autour de l'hydroxychloroquine. Nous avons mené une étude sur les pôles d'intérêt sur Twitter et sans surprise, le traitement du professeur Raoult a entraîné l'adhésion des sympathisants du Rassemblement national et de La France insoumise. Et 80 % des gens qui se déclaraient Gilets jaunes pensaient que la molécule était efficace.

Si on avait été en 2022, la figure du professeur Raoult aurait très bien pu être celle du clown surgissant.

Avec la révolution numérique – puissance des réseaux sociaux, popularité virale, leviers de financement souterrains,

organisation de communautés électorales inédites, bouleversement des codes de communication et de la représentation populaire –, l'hypothèse de l'émergence d'un *outsider* se pose. Les réseaux sociaux peuvent aider à renverser le système. Ils sont le cinquième pouvoir.

Pour l'essayiste Giuliano da Empoli, qui a analysé les nouvelles dynamiques du marketing politique 2.0 dans *Les ingénieurs du chaos*, la recette pourrait se révéler beaucoup plus simple qu'il n'y paraît :

Si vous arrivez avec une bonne stratégie installée grâce à un ou plusieurs média(s) alternatif(s) et une bonne maîtrise des réseaux sociaux ou une bonne émission qui serait sur une plateforme puissante comme Netflix, même si vous apparaissez dans un espace de niche, les médias traditionnels vont s'en emparer et amplifier le phénomène. Qu'ils fassent des enquêtes, des critiques ou juste des mentions, ils joueront en votre faveur.

Car les médias ont perdu leur rôle de vigie. La forteresse n'est plus inviolable et la progression des complotistes le démontre. Ces derniers sortent de leurs bulles numériques et tentent d'infiltrer la politique, comme ils le font aux États-Unis où le Sénat compte désormais deux élus appartenant au mouvement conspirationniste « QAnon ». En France, les manifestations antimasques ont été noyautées, mais les complotistes sont surtout partis à l'assaut du champ médiatique.

Citons deux cas récents. Le 14 août 2020, dans la matinale de France Inter, un auditeur passe à l'antenne pour poser une question à Jérôme Salomon, directeur général de la Santé : « Bonjour Monsieur Salomon, je suis un complotiste, je suis désolé. Mais je fais un peu de maths et il n'y a

pas de corrélation entre ce que vous affichez dans les médias et le nombre de morts, mais ma question est : pourquoi existe-t-il des masques avec des puces ? » Jérôme Salomon répond : « Je porte des masques en tissu tous les jours et je peux vous garantir qu'il n'y a pas de puce intégrée. »

Cette séquence est significative à plus d'un titre : désormais, on peut se présenter comme « complotiste » et poser une question dans un média *mainstream* sans que ce statut ne pose problème. Et sans que le politique ne pointe l'aberration d'un tel questionnement.

Plus récemment, le 8 décembre 2020, dans l'émission « La grande confrontation » sur la chaîne LCI, une femme présentée comme attachée de presse et critique littéraire demande d'entrée à Olivier Véran : « Pourquoi on vous croirait ? Ça fait des mois que vous nous racontez n'importe quoi ! »

S'ensuit un échange avec David Pujadas qui fait mine de lui rappeler les règles du débat :

– Attendez, on s'exprime avec de la courtoisie s'il vous plaît !

– Oui, mais les Français ont besoin de vérité aujourd'hui !

– Ils ont besoin de vérité mais on peut se parler tranquillement...

– Oui, mais à un moment donné, un mensonge est un mensonge, David Pujadas !

En trente secondes de télévision, le mal est fait. En mettant une complotiste face à un ministre, sur un pied d'égalité, le poison de la défiance est inoculé en *prime time* avec un monsieur loyal qui sert plus d'alibi que de modérateur. Nous sommes entrés de plain-pied dans l'ère du « tout se vaut », qui, précisément, peut engendrer le clown.

En parallèle du nivellement du débat public, le feuilleton médiatique a démarré. De la rumeur d'un Cyril Hanouna

qui convoiterait l'Élysée au coup de téléphone d'Emmanuel Macron à Jean-Marie Bigard, les médias se sont engouffrés dans la brèche et ont ouvert la saison des pronostics. La lubie médiatique renforce les story-tellings les plus fantasques. La seule accumulation des articles et des reportages à ce sujet accrédite la possibilité d'une candidature iconoclaste.

« 2022 sera un gigantesque Netflix politique », assène un collaborateur de l'Élysée. Alors que Coluche était censuré il y a quarante ans, le nouveau clown représente le fantasme des médias qui, à force de l'imaginer, le construisent à hauteur du politique.

Or, le président de la République joue, lui aussi, à l'apprenti sorcier. Il est convaincu qu'il gagnera haut la main le match contre un fou du roi. Et, par pure stratégie politique, l'Élysée a décidé de favoriser l'émergence d'un candidat populiste pour s'en servir comme d'un épouvantail.

Cependant, en allumant le feu de paille, l'exécutif pourrait se transformer en pyromane de la démocratie. Personne ne semble prendre au sérieux un possible scénario à la Trump... Pourtant, l'héritier de l'immobilier héros de la télé-réalité a pris le pouvoir grâce à l'onction du parti républicain.

Énième démonstration d'un pouvoir institutionnel aveugle qui adoube son ennemi, sans voir que le ver est déjà dans le fruit. Pourtant, la plaie de l'ascension politique d'Adolf Hitler ne s'est jamais refermée. L'Histoire est amnésique.

En bon démagogue, le clown jouera sur le désespoir et la peur ambiants. Le peuple réclame justice et, forgé dans la tradition judéo-chrétienne, attend son sauveur. L'*outsider* sortira du chapeau pour se présenter en porte-parole des Français et répondre à une soif de justice, de reconnaissance,

de légitimité et de bonheur. Tel un Messie 2.0. Le président de Viavoice, François Miquet-Marty, le constate enquête après enquête :

Outre que les nouvelles générations risquent de vivre moins bien que leurs parents et qu'il n'y a plus d'espoir dans le futur, notre époque est caractérisée par le sentiment d'abandon. Quand j'ai réalisé mon enquête sur les passions françaises il y a quatre ans, j'ai constaté que 50 % des Français ne s'estimaient pas pris en compte dans la sphère publique. Je me souviens d'une dame près de Tours qui m'avait dit : « Je crie et personne ne m'entend. » J'avais trouvé que cette formule résumait tout.

Le sentiment d'abandon gonfle depuis, et avec la crise sanitaire et économique, on peut facilement s'attendre à ce qu'il explose.

Selon lui, la ligne directrice de la future campagne du clown pour 2022 pourrait même se dessiner *in abstracto* : « Si le clown arrive et dit : “Je suis comme vous, je vous comprends, je vais vous sortir de là” et qu'il est charismatique, c'est-à-dire qu'il propose un avenir meilleur tout en étant crédible, ça pourrait être un scénario gagnant. Les gens voteront sur la question : “Qui va me donner une part de fierté ?” »

Le 29 mars 1888, Émile Zola fustigeait déjà le général Boulanger dans *Le Figaro* :

Boulanger ! C'est un pieu surmonté d'un chapeau, un chapeau galonné et empanaché ! Pas autre chose. Et le pire, c'est que ce pieu répond à un besoin mal dissimulé de la nation, au besoin d'une domination quelconque : royauté, empire, dictatorial, gambettisme, ou boulangisme.

Je n'en veux pas chercher d'autre preuve que dans le spectacle d'erreurs, de bêtises et d'impuissances que nous ont offert ces dix-huit dernières années et qui est bien fait pour désespérer un observateur, même indifférent et patient, bien fait surtout pour désespérer la foule – cette inconsciente : la foule qui, sans le raisonner et le discuter, se ressent du malaise qui pèse sur nous tous et qui, vaguement, cherche à s'en évader, fût-ce pour se jeter dans les bras d'un dictateur.

Clown ou dictateur, le réceptacle du malaise populaire varie selon les époques. Mais comme l'heure est à la détestation du politique et du *selfie*, un candidat hors système aux millions d'abonnés pourrait, cette fois, tirer son épingle du jeu.

Reste à établir, en préambule de cet ouvrage, notre définition du clown avec ses différents costumes. Nous avons choisi le terme « clown » car il appartient au jargon politico-médiatique et désigne l'*outsider*, le grain de sable, le candidat disruptif. Mais notre postulat de départ va plus loin : notre clown est apolitique. Culture, société civile, armée, médias... quel que soit le milieu dont il vient, sa spécificité est d'être hors sérail.

Ensuite, à l'image de l'évolution du clown dans l'Histoire, le nôtre n'aura pas un seul visage : il pourra être tout autant un Auguste, pitre qui enchante la comédie, que son chapeiron, le clown blanc. Il pourra même, à l'image de Charlot ou de Buster Keaton, se présenter comme la synthèse des deux caractères.

Mais comme nous faisons le pari que notre clown appartiendra à la famille des populistes, il pourrait ressembler aux personnages de Samuel Beckett. Dans sa pièce *En attendant Godot*, le dramaturge présente deux couples : Vladimir et Estragon, ainsi que Pozzo et Lucky. Ces quatre-là vont

rassembler sur scène toutes les facettes et toute l'histoire des clowns en mêlant la tragédie à la comédie.

Ils donnent à voir au public les vicissitudes du monde contemporain, l'absurdité de la société, tout en condensant la violence de l'existence et l'urgence de vivre, le tout dans un rire complice. Le philosophe Roger-Pol Droit avait résumé cette idée avec justesse : « Entre l'humour et un certain désespoir de l'humanité, il y a une proximité. » (France Culture, 2011). Comédie ou tragédie, il semble que le contexte actuel favorise davantage un candidat cathartique qu'un farceur ; le risque qui menace tient dans le niveau de colère des électeurs.

Qui sera le bouffon de 2022 ?

Nous listerons les écuries, les poulains et les candidats déjà déclarés, nous tenterons d'analyser les profils pour tester leur degré de presidentialité mais aussi et surtout pour en saisir les traits typiques et dessiner son portrait-robot.

Sur la ligne de départ, on pourrait donc trouver un Auguste, un clown blanc ou même un Joker. Le synopsis du film réalisé par Todd Phillips résonne avec notre époque :

L'histoire se déroule en 1981, à Gotham City. Arthur Fleck travaille dans une agence de clowns. Méprisé et incompris par ceux qui lui font face, il mène une morne vie en marge de la société et habite dans un immeuble miteux avec sa mère Penny.

Un soir, il se fait agresser dans le métro par trois traders de Wayne Enterprises alcoolisés qui le brutalisent, le poussant à les tuer en retour.

Dans cette société décadente, Arthur bascule peu à peu dans la folie et finit par devenir le Joker, un dangereux tueur

psychopathe victime d'hallucinations et le plus grand criminel de Gotham City.

L'allégorie inquiète voire déconcerte quand le téléspectateur comprend que la population, conquise par le Joker, décide d'en faire un icône pour venger les faibles face aux puissants. Salué par la critique et les Oscars, le thriller psychologique de Phillips a immédiatement impacté notre réalité sociale : le visage du Joker, ce clown à la bouche carnassière, est devenu un mème dans le monde numérique. Certains internautes le brandissent pour symboliser leur ressentiment.

Plus près de nous, la série de Canal + *Baron noir* a déjà raconté l'histoire de notre clown. Dans la saison 3 diffusée en février 2020, Christophe Mercier, un professeur de biologie, blogueur et vidéaste, complotiste et démagogue, se présente à l'élection présidentielle en conspuant les « irresponsables politiques » et réussit à bouleverser les rapports entre les partis et les trajectoires individuelles.

Loin d'être des captifs aveugles de la fiction, nous la prendrons en considération. Nous choisissons d'en référer au théoricien italien Antonio Gramsci pour qui l'hégémonie politique passait, entre autres, par la bataille culturelle. La fiction peut précéder la réalité ou l'éclairer. Dans notre société saturée d'images, il semble impossible de faire l'impasse sur les histoires qui nous bercent.

Et pour paraphraser Gérard Bronner, dans cette « *démocratie des crédules* » – le titre de son livre –, la bataille se nourrit, plus que jamais, d'images et de symboles. D'autant que la frontière entre réalité et fiction n'a jamais été aussi poreuse.

Même constat pour la vérité et les faits alternatifs. Le clown français pourra s'appuyer sur l'arsenal complotiste

déjà puissant, comme le pseudo-documentaire *Hold-up* qui rencontre, sous le manteau, un franc succès.

Dès lors, l'imagination galope : et si notre *outsider* était un médecin glorifié par le show permanent du coronavirus à la télévision ? Un restaurateur qui prendrait la tête d'une fronde des faillites ? Un artiste militant climato-sympathique ? Un éditorialiste gonflé de certitudes et instrumentalisé ? Une instagrammeuse célèbre aux millions de followers ? Ou même... un ancien chef militaire humilié qui viendrait prendre sa revanche, aidé par un appétit médiatique attisé ?

Et si les Français étaient prêts à élire un clown ? Et si le clown était « le troisième homme » ?

Dans cette grande enquête, près de cinquante entretiens ont été réalisés – avec des politologues, des sondeurs, des sociologues, mais aussi avec des journalistes, des conseillers, des hommes familiers des médias ou encore des hommes politiques – pour que nous puissions décrypter les mécanismes, les raisons, les risques de la candidature du clown et tester toutes les hypothèses, aussi baroques soient-elles.

Ouvrons les paris !

PARTIE 1

**DES CLOWNS
SUR LA PISTE POLITIQUE**

À VOS MARQUES...

Les clowns de la République

MOU ça veut dire « Mouvement Ondulatoire Unifié ». Cela peut donner une impression de mollesse, ce qui n'est pas le cas du tout. Contrairement à ce que les sceptiques pourront penser, ce n'est pas un mouvement d'abandon, de veulerie, de lâcheté, pas le moins du monde.

Nous vivons dans une époque surexcitée, énervée et tellement tendue que nous avons pensé qu'il était temps de donner du mou à cette tension et de rétablir un équilibre. Notre mouvement a vocation d'apporter une détente tant à l'intérieur, au plan social, qu'à l'international.

Pierre Dac, alors candidat à l'élection présidentielle, donne cette première interview le 10 février 1965. L'humoriste vient de tenir une conférence de presse à l'Élysée-Matignon pour présenter son mouvement politique, appelé « MOU ». Son slogan ? « Les temps sont durs, vive le mou ! »

Derrière lui, Jean Yanne et René Goscinny, ses futurs ministres. Avec un faux curé et un faux cheikh arabe, Pierre Tchernia, dont le sourire scintille sur les images en noir et blanc, fait aussi partie de la bande. Pierre Dac répond aux questions des journalistes :

- Êtes-vous pour la peine de mort ?
- Oui, mais avec sursis.

– Quelles orientations prendra votre politique internationale ?

– Étant donné la marche du soleil, nous tâcherons d'avoir des relations avec l'Est le matin et avec l'Ouest l'après-midi, le Moyen-Orient étant traité de midi à 2 heures et sur rendez-vous.

Le roi de l'absurde entre en politique dans un grand éclat de rire mais avec discernement. Loin d'être novice, l'Alsacien né André Isaac dans une famille juive du Bas-Rhin a traversé et survécu aux deux guerres mondiales, lançant en 1938 son journal satirique *L'os à moelle*. L'humour compose l'essentiel de la parution mais parfois Pierre Dac s'attaque directement à Mussolini et à Hitler.

Il dessine déjà les contours de son destin avec le rire comme arme de résistance. D'ailleurs, il deviendra une grande voix de Radio Londres sur les ondes de la BBC, à partir de 1943. Après avoir été emprisonné en France puis en Espagne, l'humoriste rejoint le Général.

Pierre Dac sort de la guerre dépressif et désespéré ; il tente, à plusieurs reprises, de mettre fin à ses jours. Mais il trouve un nouveau souffle avec *L'Os Libre*, son nouveau journal politique et militant. Malgré l'échec de ce dernier, Dac se pique de politique en gardant son talent de satiriste et ouvre une voie originale : « Je ne suis pas un farfelu, je suis sérieux car pour faire des choses très insolites et burlesques, il faut les faire sérieusement. »

Pierre Dac a gardé sa feuille de chou historique, *L'Os à moelle*, une sorte de *Charlie Hebdo* de l'époque, qui servira d'organe de diffusion pour ses idées et son futur programme. Après quelques incursions sur le terrain, le clown fait le grand saut et se présente à l'élection présidentielle, à coups de formules percutantes au sens politique aiguisé.

Ainsi, dans un de ses célèbres sketches radiophoniques, une chanson s'adresse aux abstentionnistes : « Notre parti, parti d'en ri-i-re, c'est le parti de ceux qui n'ont pas pris de parti ! »

Loin d'être anecdotique, le programme loufoque de Pierre Dac est d'une pertinence rare et pointe les boulets de l'exécutif, notamment le chômage auquel le général de Gaulle sera confronté immédiatement : « Des mesures seront prises pour relever le Smic avant qu'il ne tienne plus debout. »

L'humoriste dresse un constat sans appel : « Un dirigeant soucieux de faire preuve d'autorité ne doit jamais oublier que, quand ses concitoyens sont raides, ils se montrent beaucoup plus souples. »

Beaucoup de Français trouvent ses idées géniales et adhèrent à ses propositions : ne pas dissoudre l'Assemblée nationale à l'acide sulfurique, ou encore organiser un référendum mensuel. Le succès de sa candidature est immédiat. Il repose sur la notoriété de l'homme de scène et de radio, qui multiplie les coups médiatiques et occupe l'espace.

Tant est si bien qu'au bout de quelques mois, la farce ne fait plus rire le général de Gaulle qui se présente pour la première fois au vote des Français *via* le scrutin universel direct. Il fait appeler le saltimbanque et lui prie d'arrêter sa plaisanterie.

Par respect pour celui qu'il a rallié à Londres, Pierre Dac s'exécute mais avec panache, en déclarant : « Je constate que Maître Tixier-Vignancour est candidat, il est donc plus loufoque que moi, je n'ai aucune chance, j'arrête. » Plus qu'un énième bon mot, il y a là une fulgurance. Cette année-là, le directeur de campagne de Tixier-Vignancour s'appelle Jean-Marie Le Pen. Pierre Dac a compris avant l'heure que l'extrême droite sera le réservoir des voix « qui n'ont pas pris de parti ».

En 2017, le parti d'en rire est revenu de façon tout à fait inattendue dans la course à la présidentielle. C'est son

légataire universel, Jacques Pessis, qui a lancé l'idée de présenter Pierre Dac à titre posthume, comme il l'explique sur France Bleu le 14 février : « C'est une blague mais c'est quand même quelque chose de très très sérieux. On s'est dit que la campagne était totalement loufoque, donc Pierre Dac avait sa place. » Mais la blague, aux ancrages certainement trop anciens, n'a pas rebondi...

« Mes amis, mes frères, mes copains »

Revenons à cette si particulière année 1965. Dans la foulée du retrait de Pierre Dac, un autre candidat marginal va briguer l'Élysée. Et c'est par effraction qu'il entre dans la course, trente minutes avant la clôture du dépôt des candidatures, le 19 novembre.

Marcel Barbu, entrepreneur, chrétien d'extrême gauche, père d'une famille nombreuse (dix-sept enfants !) se présente en « candidat des chiens battus ». Bruno Fuligni, qui a recensé les politiques les plus loufoques dans son ouvrage *Votez Fou !*, le décrit en stéréotype du candidat antisystème :

Barbu avait créé une sorte d'entreprise coopérative un peu sur le modèle communiste. Il incarnait une contestation du capitalisme, de l'individualisme et pouvait représenter une alternative entre la gauche marxiste, le centre mou et la droite conservatrice. Avec son béret et son langage populaire, il prenait les gens aux tripes, un peu dans le style de l'abbé Pierre avec qui il avait travaillé.

Marcel Barbu vise juste. Comme Pierre Dac, c'est aux « petits » qu'il s'adresse :

Il y a des chiens battus en France en quantité astronomique. C'est même sur eux que je compte pour peser de tout mon poids au cours de l'élection présidentielle. Et je dois avouer qu'en quelques jours, il s'avère que ce pas risque d'être extraordinaire. Les humbles, les petits n'ont aucun moyen de s'exprimer, je suis le candidat des chiens battus.

Le petit candidat devient vite un des personnages-phares de ce nouveau feuilleton politique filmé. En effet, la télévision fait pour la première fois son entrée dans la course à l'Élysée et va installer le cadre du théâtre politique, où chaque rôle est campé et le culte de la personnalité consacré. Fin octobre 1965, avant le début de la campagne officielle, Alexandre Parodi, vice-président du Conseil d'État, fixe le principe : « L'utilisation des services de la radio et de la télévision a pour objet de permettre aux électeurs de connaître et d'apprécier, le plus largement possible et dans les conditions les meilleures, les programmes et les personnalités. »

Face caméra, le style Barbu imprime immédiatement. Sa première apparition télévisée pose le story-telling. Seul, sans journaliste, il apparaît assis derrière un petit bureau et accuse le général de Gaulle de ne pas avoir de cœur « perdu peut-être dans un si grand corps », avant de l'interpeller directement :

Je ne suis finalement que ce Jacques Bonhomme, vous savez, ce Français moyen de l'histoire. [...] Le peuple a cru, oui il a cru qu'enfin il allait être aimé et vous avez déçu ce rêve. Comment avez-vous pu, mon général, me ranger aussi dédaigneusement dans le tas méprisé de vos adversaires politiques ?

Son programme tient sur un idéal : « Nous rêvons d'un ordre humain, fraternel, respectueux des personnes. » Après sept longues minutes de monologue, il s'arrête et déglutit avant de reprendre, la voix tremblante, mêlée de sanglots étouffés : « Vous avez faim de l'amour des Français, j'en suis sûr. Mais jusqu'ici vous n'avez réussi à obtenir d'eux que de l'admiration. Les Français vous admirent mais ils ne vous aiment pas, mon général. » Pour finir, il demande à être reçu par de Gaulle et affirme qu'il lui tend la main.

À partir de ce jour, Marcel Barbu, qui s'impose à coups de communication – bien que cette discipline n'existe pas encore –, devient « le candidat qui a pleuré à la télévision » dont toutes les interventions commencent par « Mes amis, mes frères, mes copains ». Sa fragilité émotionnelle surprend mais peu de Français ont compris ce qu'il proposait. Son programme sera donc envoyé dans les boîtes aux lettres.

Marcel Barbu est le seul candidat sans parti et sa feuille de route, que ses détracteurs qualifient d'utopiste, comporte des perles : il promet par exemple la création d'un ministère des Droits de l'homme, la décentralisation et l'instauration d'un référendum d'initiative populaire.

Marcel Barbu est un clown blanc, un visionnaire mais à force d'être un électron libre, il a fini par se brûler les ailes. « Le brave couillon » (surnom que de Gaulle lui aurait donné selon Alain Peyrefitte) remporte seulement 1,15 % des scrutins. Cependant, il a montré qu'un inconnu se réclamant des invisibles pouvait être candidat à la plus haute fonction de l'État.

Jusqu'à l'élection de 1974 incluse, les conditions d'accès sont simples : 100 parrainages et 10 000 francs suffisent, ce qui fit dire à Marcel Barbu : « Ce n'est pas cher pour avoir

le droit de parler devant cinquante millions de Français. » Barbu a tout compris. La télévision va en effet jouer un rôle central dans la fabrication des candidats marginaux, qui prolifèrent sous la V^e République, avec des succès souvent plus confidentiels que leurs campagnes folkloriques.

Ce moment clé de l'élection présidentielle, où tout semble possible, résonne avec une tendance plus sourde de notre vie politique. Le sondeur François Miquet-Marty l'appelle « la mort du notable » :

Notre système a fonctionné parce que, pendant longtemps, il correspondait à la sociologie des notables. Pendant tout le XIX^e siècle, la III^e et la IV^e République, la démocratie marchait bien parce qu'on votait pour le notable du coin, qui préexistait et possédait un statut. Même Jaurès était le bourgeois du coin pour lequel les ouvriers votaient. Et aujourd'hui, ça a totalement disparu, on n'a plus de notable et on se demande qui peut nous représenter.

La démocratie représentative, en perte de vitesse constante, va s'éroder tout au long de la V^e République et le phénomène des petits candidats gagner en consistance politique à mesure que les médias le valident et le décuplent. Le scrutin direct que de Gaulle désignait en 1962 comme « l'investiture de la nation » ou « le verdict souverain » s'est transformé en un face-à-face avec le sauveur.

Mais en 1974, ils sont douze sauveurs potentiels sur la ligne de départ ! Parmi eux, le prolifique Aguigui Mouna, « une manif⁷ à lui tout seul » selon Cavanna. Avec sa barbe broussailleuse, ses lunettes *sixties* portées de travers, son béret orné de badges à message dont le fameux sigle « *peace and love* », cet indigné de la première heure se lance sans parti et en « non-candidat » avec un slogan choc : « Hihi

Aguigui, Aguigui à gogo mais pas gaga, Aguigui Mouna, Aguigui Mouna ! »

Il réitérera l'expérience en 1981 puis en 1988. Mais entre-temps, en 1976, le pouvoir giscardien a fait passer une réforme pour augmenter le nombre de parrainages nécessaires pour se présenter à la présidentielle : ils passent de 100 à 500, doivent provenir de 30 départements différents, avec un maximum de 50 signatures par département, et ce sont les élus qui doivent désormais envoyer leurs parrainages au Conseil constitutionnel. Pour autant, ce plafond de verre n'empêche pas les épopées individuelles.

1981, le séisme

Au scrutin suivant, en 1981, l'épopée de Coluche marque un tournant radical. Bien qu'il n'ait pas réussi à récolter les 500 sésames, l'humoriste a fait trembler la République. Nous y reviendrons longuement.

Si Coluche a monopolisé la scène médiatico-politique, il n'était pas le seul clown à se lancer dans la course, cette année-là. Peu de gens s'en souviennent, mais Maurice Mercante était aussi un candidat sans parti. Ancien élève de chevaux, le « paladin de la joie de vivre » envoie aux maires un programme broché décrivant les Champs-Élysées investis par les fiacres et les calèches.

La piétonisation et le retour du transport hippomobile devaient éradiquer la voiture, symbole d'une ère industrielle qui enferme les Français dans l'inférieur « métro-boulot-dodo ». Mercante promet une nouvelle époque « qu'on pourrait baptiser : lumière, musique, travail, défense, amour, sport et amour de la vie ».

Il propose, entre autres, une semaine supplémentaire de congés payés « qui sera, bien entendu, prise en France sur nos superbes montagnes », une alliance militaire de tous les pays d'Europe avec Israël, les États-Unis et le Brésil, une sieste obligatoire d'un quart d'heure après le déjeuner en entreprise, ou encore le rétablissement du plein-emploi, tout en gardant un chômeur symbolique pour que le mot « chômage » ne disparaisse pas de la langue française. Mais malgré son énergie et son lyrisme, Maurice Mercante butera sur l'obstacle institutionnel des 500 signatures.

Et le succès fulgurant de Coluche donnera au clown aspirant-président un indice sur le secret de la réussite : en plus d'une notoriété acquise, pour gagner le soutien populaire, il faut développer une fibre sociale quitte à prétendre au monopole du cœur. Le clown politique moderne se pose donc en défenseur des droits des oubliés.

Les petits candidats ont semé sur leurs chemins les graines du populisme. Entre idéalisme et démagogie, la frontière s'effrite souvent. Or, nous aurions tort de minimiser le poids politique de ces clowns. Comme l'explique Bruno Fuligni, leurs idées ont parfois infusé dans l'opinion publique, obligeant les acteurs dits sérieux à les reprendre.

Souvent les candidats fantaisistes avancent des questions qui commencent à poindre. Aux États-Unis, les candidats ufologistes (spécialistes des ovnis) sont apparus à partir des années 1960, aujourd'hui environ 15 % des Américains croient aux extra-terrestres. Et il n'est pas rare de trouver dans les programmes des hommes politiques des promesses ubuesques comme la déclassification des archives de la CIA au sujet des ovnis, pour plaire à cette partie de l'électorat.

Candidates du plaisir

En France, c'est la thématique de la sexualité qui fut au cœur de plusieurs campagnes présidentielles. En 1995, l'animatrice Marlène, poussée par Patrick Sébastien avec qui elle travaille et qui se déclare président du « parti de la liberté et de l'amour », prônait les préservatifs gratuits, une journée de l'amour mais aussi la réouverture des maisons closes et le mariage homosexuel.

Sa campagne fit un flop dans l'Hexagone, mais elle devint une star en Espagne et au Portugal. « C'était du pur gag, de la farce de gosses ! On a choisi la présidentielle pour avoir les PROJOS. Il n'y avait rien de politique, on s'est bien marrés ! », se rappelle aujourd'hui Patrick Sébastien.

Lui s'est donné un frisson avec cette incursion en politique. Quinze ans plus tard, en hommage à Coluche, il lance le « D.A.R.D » (Droit au respect et à la dignité) au Théâtre du Gymnase. Ce mouvement citoyen participatif a pour but de rassembler des propositions et de les envoyer aux candidats de l'élection de 2012.

Dans sa présentation au public, l'animateur vedette d'Antenne 2 précise qu'il veut « remettre l'humain au cœur de la société face au grand cirque de la politique ». L'ex-star de France 2 ne retire pas un seul mot aujourd'hui :

Il s'agissait d'un manifeste humaniste, l'idée n'était pas d'être élu. Le D.A.R.D, ce n'était pas un parti politique.

J'étais parti d'une idée simple : demander aux gens d'envoyer des propositions et aller les apporter entre les deux tours de l'élection présidentielle. Si l'un ou l'autre candidat s'engageait à les prendre dans son programme, on appelait à voter pour lui.

C'était les Gilets jaunes avant l'heure. D'ailleurs, dans mon livre *Une révolte, pas une révolution*, il y avait un diagnostic assez visionnaire pour l'époque.

À cette époque, les clowns renvoient donc la balle aux élites. L'idée d'une matrice populaire et d'une gouvernance horizontale à la Beppe Grillo n'est pas mûre en France. Mais Patrick Sébastien compte parmi les saltimbanques qui ont eu cette intuition.

Cindy Lee, elle, a tenté l'aventure présidentielle trois fois de suite. Cette ex-strip-teaseuse, qui a porté haut la sexualité comme axe de campagne, se présente d'abord en 2002 avec un slogan choc : « le droit au plaisir ». L'année d'avant, elle a créé un parti politique appelé le parti du plaisir, « premier mouvement hédoniste de France » qui s'allie avec un courant classique de la gauche laïque, Initiative républicaine.

D'un genre nouveau, le programme de la jeune femme de vingt-neuf ans détonne : ouverture des clubs échangistes à tarifs sociaux, instauration d'un jour férié dédié à l'amour, création d'un Samu sentimental pour venir en aide aux personnes seules. Emploi, international, solidarité, démocratie, tranquillité publique... Sa profession de foi décline les priorités et invite les Français à la rejoindre « pour construire ensemble une France plus sexy mais aussi plus juste, plus ouverte et plus agréable à vivre ». Cindy Lee signe avec un cœur sur le i.

Sans surprise, ses coups médiatiques sont relayés avec assiduité, comme le jour où elle manifeste devant l'agence de notations Standard and Poor's en portant un micro-short noir, une brassière en dentelle blanche et un piercing au nombril. « Ces agences sont américaines donc c'est vrai qu'il y a un intérêt pour eux de dégrader l'euro ! », dit-elle alors que le montage du reportage opère un zoom sur son

téton droit qui apparaît dans la transparence de sa lingerie. « Exigeons la transparence ! » est d'ailleurs le slogan de la manifestation.

Jouant sur sa ressemblance avec « la Cicciolina », cette ex-star du porno élue députée en Italie en 1987, Cindy Lee se met au pas de la campagne, en respectant les rendez-vous incontournables comme la visite du salon de l'Agriculture, mais toujours avec son code vestimentaire qui fait sa signature, le vêtement en accessoire.

La presse, qui était jusqu'ici frileuse, reste subjuguée par les destins à la Coluche, et commence à se rendre compte que ces petits candidats attisent la curiosité et un semblant de voyeurisme auprès des Français. Alors qu'elle a échoué à récolter les 500 signatures, le journal *Le Parisien* lui consacre, dans ses pages locales, un article intitulé « Cindy Lee, la candidate radicale hédoniste », dans lequel est dressé le portrait d'une starlette un peu simplette. « Cindy Lee est victime du syndrome du petit candidat. Celui de la grenouille qui voudrait être plus grosse que le bœuf. »

Mais quand elle se lance à nouveau dans l'aventure en 2007, la candidate du plaisir réussit à gagner le petit écran, grâce à des actions coup de poing très télégéniques, comme son défilé devant le siège de l'usine Total en dessous rouges, soutien-gorge à balconnets et string assumé, pour dénoncer « le problème de la pollution et du réchauffement climatique ».

Elle est d'abord interviewée sur I-Télévision puis, elle est invitée dans « On n'est pas couché », l'émission-phare du service public, qui fait alors des cartons d'audience. C'est la consécration !

À peine assise dans sa robe sirène blanche au décolleté provocateur, le présentateur Laurent Ruquier lui assène : « Vous êtes sérieusement candidate à l'élection présidentielle ? » Ce

à quoi elle répond du tac au tac : « Oui, pourquoi ? Je pense que le plaisir, c'est sérieux ! » Elle enchaîne sur son appel aux maires pour décrocher les 500 signatures. À la question « Vous vous situez au-dessus des partis ? », Michel Polac balance : « En dessous ! » Il ne rit pas avec les autres mais fulmine depuis le début de l'interview... Véronique Genest intervient à tout bout de champ.

Et Fabrice Luchini conclut : « Ça n'en finit pas, on ne peut pas partir parce qu'on est bien élevés mais c'est absurde d'être là encore ! » Il se lève et susurre à l'oreille de Cindy Lee des vers de Baudelaire en affirmant : « Les femmes jouissent par l'oreille, disait Marguerite Duras... » Dans un déchaînement de rires, il finit par lui embrasser l'épaule : « Merci Madame ! »

Dix-sept ans plus tard, le mariage homosexuel constituera une thématique de la campagne présidentielle, la réouverture des maisons closes et le prix du préservatif ne cessant de s'inviter dans le débat politique.

Ce moment de télévision fait sens car il symbolise la naissance de la « pipolitique ». Et le cirque n'est pas forcément là où on le croit. En effet, durant l'été, le magazine *Closer* affiche en une Ségolène Royal marchant sur la plage en bikini turquoise. La candidate socialiste décide de ne pas attaquer la presse à scandale – le magazine se vend alors à 650 000 exemplaires ! – parce qu'elle ne veut pas « donner à ce fait plus d'importance qu'il n'en a ».

Cindy Lee, danseuse de night-club aux intentions présidentielles louables, est donc prise pour une bête de foire. Et pourtant, en l'invitant à la télévision, on intronise l'hypothèse du clown. Quand une partie des téléspectateurs rit sous cape avec Michel Polac, l'autre est sans doute scandalisée par le mépris ambiant et le ton condescendant des influenceurs de l'époque.

En riant du clown, la pointe émergée de l'iceberg ignore qu'une galerie souterraine est en train de se tisser grâce aux réseaux sociaux, avec pour principal moteur le ressentiment et le dégoût de ceux qui se sont moqués de Cindy Lee.

Qu'importe si la starlette déchu ambitionnait simplement de profiter des spots médiatiques – les petits candidats incarnent souvent les aînés des adeptes du *selfie* d'aujourd'hui –, la réponse et la réaction de l'*establishment* creusent un fossé, et c'est dans cette faille que va prospérer le populisme.

Pour l'historien Bruno Fuligni, les petits candidats sont d'ailleurs des garde-fous de la démocratie : « Ils donnent un exutoire non extrémiste au vote contestataire. Ce n'est pas la même chose de voter Coluche ou Le Pen. Ils permettent de témoigner pacifiquement d'un vote contestataire. »

Ce fut un des rôles joués par le protégé, la créature de François Mitterrand, Bernard Tapie. L'homme d'affaires fit une entrée fracassante en politique à l'occasion de la campagne de 1988 et servit de bouclier au président. Gouailleur, connecté au terrain, chouchou des médias, il incarnait l'antirocardisme par excellence et un rempart au FN, du moins l'image d'une opposition forte.

Sentant que l'idéologie commençait à faiblir chez les militants socialistes, Mitterrand avait parié sur Tapie pour emmerder son camp et se distinguer à coups de populisme par procuration. Le touche-à-tout, à la fois chanteur et patron, réussit à se hisser au rang de ministre, mais son ambition présidentielle fut contrariée par l'ombre de son maître. Il laissa toutefois une empreinte indélébile dans le monde politique, celle du citoyen devenu gouvernant. Et sans surprise, il fit des émules.

Les paratonnerres de la politique

Ce fut effectivement le rôle de l'engagement d'Éric Cantona en 2012. L'ancien footballeur envoie une lettre aux maires pour alerter contre le mal-logement, qui est « une question essentielle et qui concerne 10 millions de personnes ». La fondation Abbé-Pierre a fait appel à lui pour maximiser sa visibilité et imposer cette thématique dans la campagne.

Le résultat n'a pas été concluant, peut-être parce que l'ex-star de Manchester United avait perdu de sa crédibilité. Deux ans avant, il avait déjà tenté de conduire un mouvement de contestation populaire contre les banques, avec un fort retentissement médiatique mais une concrétisation relative.

Tout était parti d'une vidéo de la chaîne Télé Toulouse. Affalé sur son canapé, Éric Cantona lance un appel : « Au lieu de 3 millions de gens qui vont dans la rue manifester avec des pancartes, ces 3 millions ils vont à leur banque et retirent leur argent et les banques s'écroulent. »

Vider son compte pour lutter contre le système capitaliste : l'idée emballe les journalistes toujours avides d'une révolte naissante, mais si, dans la foulée, 38 000 internautes ont assuré sur Facebook qu'ils étaient prêts à le faire, seule une dizaine de personnes sont passées à l'acte dans toute la France. Dans un micro-trottoir de la télévision locale, un passant résume : « Ce n'est pas vider les banques qui servira à quelque chose, il faut faire la révolution, vous ne croyez pas, Madame ? »

En agitant le cocotier de la révolte bancaire, Éric Cantona a servi de soupape. Les clowns qui cristallisent la colère, l'exaspération ou une humeur d'opinion, sauvent la

démocratie car ils servent de catharsis. Et s'il décide de le suivre, le public le fait en conscience en sachant pertinemment qu'il vote pour un clown.

Finalement, pour résumer la séquence de l'élection présidentielle, François Bayrou avait trouvé la meilleure formule lors du meeting de Caen en mars 2007, en reprenant le mythe gaullien : « L'élection présidentielle, c'est la rencontre d'un homme et d'un pays, d'un homme et d'un peuple. »

L'obstacle des 500 parrainages est régulièrement franchi par Jacques Cheminade ou par François Asselineau ; il n'est donc pas si solide que cela. Et il n'est pas inscrit dans le marbre. Aux deux extrémités de l'échiquier politique, des voix s'élèvent pour abandonner ce filtre des maires en optant pour des signatures de citoyens.

Jean-Luc Mélenchon a ouvert la marche avec son simulacre d'onction populaire pour valider sa candidature pour 2022. Si aucune réforme n'est prévue en ce sens, rien n'assure que le système gardera cette barrière institutionnelle *ad vitam aeternam*.

De plus, le Conseil constitutionnel valide les parrainages jusqu'à six semaines avant le premier tour, donc une candidature de dernière minute à la Marcel Barbu est tout à fait plausible. Et c'est d'ailleurs une hypothèse à prendre au sérieux : fort de l'histoire de ses aînés, le clown de 2022 populaire, empathique et porte-voix, pourrait surgir dans la dernière ligne droite sans faire campagne.

C'est l'histoire d'un mec...

Après avoir trempé sa tartine dans son café, il parle la bouche pleine :

Au moins, moi, je ne veux pas être élu, j'ai cet avantage. [...] Je ne m'intéresse pas forcément à un électorat, je n'ai pas de parti. Celui qui veut, peut voter pour moi. S'il y trouve des raisons, il est le bienvenu. Moi j'ai déclaré ma candidature comme une connerie, si elle a pris cette importance, c'est pas de ma faute mais la faute de ceux qui font la politique.

Je ne serai jamais élu président de la République et puis je ne veux pas en plus. Ça servira juste à faire un bordel suffisant dans les médias et dans la politique pour réviser la Constitution... Y a un mec qui gouverne tout seul et ça c'est pas normal.

Pour l'instant, je n'ai rien fait. Tout s'est fait tout seul. Après les fêtes, on va commencer à s'en occuper et je pense qu'on ira jusqu'au bout.

L'archive date du 28 novembre 1980. Coluche s'exprime dans l'émission « Un jour une heure » sur RTS. Un mois avant, le choucho des médias, l'humoriste public numéro un, le fils d'ouvrier italien a déclaré sa candidature à l'élection présidentielle avec cette punchline : « Je propose qu'on

vote pour un imbécile qui n'y connaît rien, c'est-à-dire moi. »

Coluche ne le sait pas encore mais il va révolutionner la vie politique française. La farce naît d'une rancœur. Après RMC, il vient de se faire virer d'Europe 1 – malgré ses scores d'audience –, et il cherche un second souffle. Romain Goupil, qui l'a accompagné au début de sa campagne, se souvient sur France 3 en 2006 :

Je lui ai conseillé de se présenter car il était censuré par Giscard à la radio, sur les deux antennes où il a travaillé, à cause des blagues sur les diamants de Bokassa. Je m'étais déjà occupé d'Alain Krivine (LCR) dans une campagne présidentielle et je savais que c'était un moyen imparable pour être invité partout et pouvoir parler.

Notons que le leader de la Ligue communiste révolutionnaire s'était présenté en 1969 sous la bannière « La farce électorale ». Romain Goupil a de la suite dans les idées : 1968 n'est pas mort.

Le pari est réussi. En un mois, le succès est fulgurant. La presse s'emballe et les Français aussi : près de 300 comités de soutien voient le jour, les lettres affluent au domicile du comique avec les doléances de ses futurs électeurs, les invitations pleuvent et Coluche profite des projecteurs pour dérouler son argumentaire dans des émissions de divertissement ou dans des programmes d'information comme le très sérieux « Antenne 2 Midi », où il est invité en novembre 1980 : « Mon programme est simple, je suis un candidat nul et je veux recueillir les voix des abstentionnistes. Je voudrais qu'ils montrent combien ils sont et pourquoi ils font ça parce qu'en fait ils ne sont pas représentés politiquement, ni par la droite ni par la gauche. »

Il y a évidemment du Pierre Dac dans Coluche. Le lien est subtil mais le fameux « schmilblick », cette chose ronde qui tient dans la main, qui a fait entrer le sketch de 1975 dans la postérité, est une invention de Pierre Dac. Coluche marche dans ses pas et quinze ans plus tard, il fait exploser les compteurs.

Il devient un phénomène dont le show-business s'entiche, comme envoûté. Très vite, beaucoup d'artistes entourent le saltimbanque ; son appartement est transformé en bureau politique. Renaud, Gérard Lanvin, Carlos ont leurs ronds de serviette et les invités défilent : Isabelle Huppert, Eddy Mitchell, Johnny Hallyday, Michel Drucker, France Gall... Tout ce petit monde d'*happy few* s'accorde sur le slogan « Allons-y, ensemble » qui deviendra « Tous ensemble, pour leur foutre au cul ! » Jean-Michel Vaguelys, l'assistant personnel de Coluche, a très vite perçu sa dimension exceptionnelle :

Coluche avait rendez-vous avec l'élection présidentielle, c'était une évidence. Je vous rappelle que le public l'a découvert un soir de 1974, alors qu'on attendait la prise de parole de Mitterrand. Guy Lux, pour faire patienter son audience, a appelé sur scène un tout jeune artiste et Coluche a débarqué devant 20 millions de Français. Quelques années plus tard, il a montré qu'il avait une vision, une intuition, comme rarement aucun homme politique.

Coluche casse la baraque

Et sa candidature prend de l'épaisseur quand Félix Guattari, Gilles Deleuze, Pierre Bourdieu ou encore Alain Touraine rejoignent le mouvement. La caution intellectuelle

donne une crédibilité nouvelle au clown. Véronique Colucci a raconté ensuite comment Pierre Bourdieu s'était enflammé lors d'un tête-à-tête, en affirmant que la profession de foi du candidat Coluche, publiée dans *Charlie Hebdo* et *Hara-Kiri*, avait la valeur de la Déclaration des droits de l'homme de 1789.

Si l'outrance de la comparaison saute aux yeux, on peut reconnaître à ce manifeste une pointe de génie marketing. Dans un style détonnant, Coluche impose le story-telling du leader des sans-voix :

J'appelle les fainéants, les crasseux, les drogués, les alcooliques, les pédés, les femmes, les parasites, les jeunes, les vieux, les artistes, les taulards, les gouines, les apprentis, les Noirs, les piétons, les Arabes, les Français, les chevelus, les fous, les travestis, les anciens communistes, les abstentionnistes convaincus, tous ceux qui ne comptent pas pour les hommes politiques à voter pour moi, à s'inscrire dans leurs mairies et à colporter la nouvelle.
TOUS ENSEMBLE POUR LEUR FOUTRE AU CUL AVEC COLUCHE.
Le seul candidat qui n'a aucune raison de vous mentir !

Et toute sa campagne s'inscrit dans ce modèle archétypal du petit contre le gros, du faible contre le fort, du pauvre contre le riche. Le 30 octobre 1980, en accueillant les journalistes dans son théâtre fétiche, le Théâtre du Gymnase, affublé d'une queue-de-pie sur sa salopette et d'un titre « bleu-blanc-merde », il fait une entrée fracassante.

Son slogan « Jusqu'à présent la France est coupée en deux, avec moi elle sera pliée en quatre ! » est une des meilleures punchlines de la V^e République. Le lendemain, il est l'invité politique du journal télévisé d'Antenne 2. La marque Coluche est déposée.

Pour Franck Louvrier, cet épisode signale un changement majeur dans l'histoire politique française : « Il est souvent difficile de dater exactement le mélange entre le privé et le publique, la politique et le divertissement mais dans les faits c'est Coluche qui a fait exploser la frontière entre la politique et le peuple. Parce que, pour la première fois, les hommes politiques ont eu peur d'un saltimbanque. »

Il faut dire que le saltimbanque remporte un succès populaire totalement inattendu et s'impose comme le chantre de la justice sociale en répétant le même message sur les plateaux, mélange de discours désacralisateur et de petites phrases assassines :

Il y a une pyramide sociale. Y a un mec qui dirige en haut, Giscard, et plus on descend plus on est nombreux et quand on arrive en bas on est vraiment la merde. Alors moi ce que je voudrais c'est qu'on remue cette merde et que l'odeur arrive aux nez de ceux qui nous dirigent et qu'au lieu d'être tournés vers l'extérieur du pays, ils se tournent vers l'intérieur et qu'ils se disent : « Qu'est-ce qu'il se passe ? Qu'est-ce qu'ils ont ceux-là ? Ah oui, on leur prend tout leur pognon... oui, faudrait leur en laisser un peu... »

Ce discours populiste, aux faux airs poujadistes, n'est pas neuf. Alors pourquoi un tel succès ? Parce que le comique réinvente la communication politique. Il casse les codes, les règles poussiéreuses et imprime un style inédit : la vulgarité, le verbe ravageur, le courage d'attaquer la France serrée de Giscard mais surtout l'empathie.

Et sa popularité représente le meilleur vecteur. Il devient un ovni politique assurant lui-même sa promotion. À la fin de ses spectacles, le public l'acclame : « Coluche président !

Coluche président ! » Et lui de répondre : « J'espère que vous allez voter pour moi, je me présente pour vous. »

Jean-Michel Vaguelsy précise : « Tous ceux qui l'ont représenté sans culture politique se sont trompés. Il avait milité au parti communiste quand il était jeune et ensuite il s'est passionné pour l'auto-organisation. Plus qu'une culture, il avait une conscience politique. » Et très vite, le projet politique de Coluche se dessine : redonner une place à tous ceux qui sont exclus de la langue et des codes politiques.

Pour Jean-Michel Vaguelsy, la ligne directrice est claire : « Il était libertaire mais avec une vision de la lutte des classes. À l'époque, la langue officielle de la politique excluait tout un pan de la population. Tous ceux qui n'avaient pas fait Sciences Po. Nous voulions rendre visibles ceux qui ne l'étaient pas. »

Certains voient immédiatement le potentiel d'un tel projet. Coluche est approché par Gérard Nicoud, le président de la Confédération intersyndicale de défense et d'union nationale des travailleurs indépendants. Un homme anti-système, plutôt réactionnaire, proche de Pierre Poujade, qui remplit des stades entiers pour ses meetings. Le syndicaliste débarque au Théâtre du Gymnase et balance : « Faisons quelque chose ensemble, j'ai 3 000 signatures à vous proposer ! »

À l'époque, Gérard Nicoud représente l'emblème du populisme ni droite ni gauche, et se dresse surtout contre la politique fiscale française. Mais Coluche se fout de l'étiquette « poujadiste ». Un soir, il invite l'homme politique à dîner et Jean-Michel Vaguelsy se souvient :

L'ambiance était bonne, Nicoud était assis à côté de Georges Moustaki, nous étions contents pour les signatures. Il y a juste un moment où chacun a posé ses limites.

Nicoud a dit : « tout sauf une conférence commune avec les homosexuels », Coluche a dit : « tout sauf l'extrême droite ». Mais Nicoud s'est fait renverser ensuite à l'intérieur de son syndicat et son successeur a coupé net les liens avec nous. Il était hors de question pour lui de cautionner un histrion.

La machine de guerre est huilée et le bouffon se pique au jeu politique. Les intellectuels ont finalement quitté le navire ; les deux mondes ne se comprennent pas. Qu'importe. L'équipe de la rue Gazan veut aller jusqu'au bout. Et un sondage va les galvaniser.

Le 14 décembre 1980, *Le Journal du dimanche* affiche en une le candidat Coluche crédité de 16 % d'intentions de vote. Ce nombre fait l'effet d'une bombe ! Mais le fantasme brouille la réalité... En effet, il ne s'agit pas d'un engagement électoral, la question posée étant : « Pourriez-vous envisager de voter pour Coluche ? » Pourtant, l'impact de cette enquête est déflagratoire à l'époque et jusqu'à aujourd'hui. Coluche et ses 16 % restent l'épouvantail absolu, le totem et le tabou de la politique.

La semaine suivante, une enquête IFOP-*Le Point* le crédite à 11 %, le plaçant derrière Valéry Giscard d'Estaing, François Mitterrand et Georges Marchais. Caractéristique intéressante : ceux qui disent vouloir voter pour Coluche se situent essentiellement à gauche.

La cristallisation de sa candidature traduit un désespoir social et la volonté d'un vote de crise. Le « coluchisme » fonctionne parce qu'il entre en écho avec un moment de colère populaire. C'est le triomphe du « tous pourris ». En s'érigeant contre le système, en profitant d'une caisse d'écho médiatique puissante, le clown va faire vaciller l'*establishment*.

Panique à tous les étages

En cette fin d'année 1980, le monde politique s'affole et réagit à tous les niveaux. Au PCF, Georges Marchais fait disparaître les enquêtes d'opinion des comités politiques et François Mitterrand, dont la candidature est encore faible, s'inquiète. En novembre, il envoie ses équipiers Gérard Colé et Jean Glavany chez Coluche.

Dans le reportage « Secrets d'actualité » diffusé le 3 avril 2001 sur M6, Gérard Colé raconte l'entrevue : « On lui a dit : “Vous voulez quoi ? Faire un tour de piste ? Vous êtes un clown, vous n'êtes pas du monde politique.” » La rencontre se tend et les deux émissaires de François Mitterrand lui assurent que s'il soutient le candidat socialiste, ses idées seront défendues. Coluche les congédie et refuse de retirer sa candidature.

En décembre, c'est Jacques Attali qui est envoyé. France Gall et Michel Berger organisent un dîner. Jean-Michel Vaguely se souvient d'un début de soirée abominable où les esprits s'échauffent, puis d'un départ à 4 heures du matin avec des liens naissants.

Le pouvoir giscardien, lui, va sévir concrètement. Déjà exaspéré par les sketches contre l'affaire des diamants de Bokassa, il s'irrite de la montée en flèche de la popularité de l'humoriste et exige que celui-ci soit interdit d'antenne dans l'audiovisuel public. Après un dernier passage dans l'émission politique « Crible » sur Antenne 2 le 31 octobre 1980, le clown commence à être boycotté et en décembre, le mot d'ordre a été reçu par l'ensemble des rédactions.

Plus tard, Stéphane Collaro a confessé qu'il avait tourné un sketch avec Coluche pour sa soirée spéciale du 31 décembre, mais la séquence, censurée dans la foulée par

la chaîne, ne sera jamais diffusée. On y voyait Coluche en nouveau président de la République, en train de ridiculiser Valéry Giscard d'Estaing lors d'un conseil des ministres.

Pas découragé pour autant, l'ami et manager Paul Lederman va contourner la censure et exporter le phénomène Coluche. La presse étrangère se passionne pour cette histoire française de bouffon : les unes se multiplient jusqu'à atteindre 1 500 parutions à travers le monde.

Le coluchisme dépasse les frontières de l'Hexagone et le satiriste prend même la parole au Parlement européen sur l'invitation de l'original italien Marco Pannella, président historique du parti radical, qui organise une conférence de presse conjointe avec l'idée fantasmée de créer une internationale de la politique alternative.

L'écho est tel que l'on soupçonnera même Coluche d'être instrumentalisé par Moscou. Quarante ans plus tard, après avoir vu les Russes pirater les comptes Internet du parti En Marche, ce scénario paraît limpide mais à l'époque personne ne prend au sérieux cette hypothèse.

La presse française, quant à elle, continue de feuilletonner mais avec plus ou moins d'entrain. Jean-Marie Colombani, qui dirigeait alors le journal *Le Monde*, reconnaît aujourd'hui qu'il était effaré par la percée politique de l'amuseur public :

Le Monde ne l'a jamais pris au sérieux. Nous étions affligés de voir ce qu'il se passait parce que Coluche n'était qu'un clown dont le fond du discours ne dépassait pas qualitativement celui de Jean-Marie Bigard aujourd'hui. Nous étions stupéfaits que certains journaux marchent, des journaux honorables comme *Le Nouvel Observateur* qui le montait en épingle et qui avait fait sa une sur lui avec le titre « La France de Coluche ». C'était n'importe quoi !

Après, François Mitterrand a su, lui aussi, en jouer. Il jouait avec le succès de Coluche pour se rallier une partie des rieurs et ça a plutôt bien fonctionné.

Le candidat du parti socialiste a en effet choisi la stratégie du soutien. Son objectif secret est d'épouser le clown pour l'étouffer. Le 21 janvier 1980, il envoie une déclaration officielle à l'Agence France-Presse : « Je jugerai Coluche sur ses propositions et sur sa politique. En attendant, j'estime qu'il a le droit, en tant que citoyen, de se présenter à toutes fonctions, y compris la présidence de la République, s'il le désire. »

Cette déclaration marque certainement le tournant majeur de l'histoire politique de la V^e République. Le prince adoube le bouffon. Désormais, n'importe qui peut prétendre à postuler pour la fonction suprême. En 1999, Pierre Bourdieu l'avait d'ailleurs théorisé dans une de ses conférences : « Coluche n'était pas vraiment candidat mais se disait candidat à la candidature pour rappeler que n'importe qui pouvait être candidat. »

Reste que les combats de Coluche, sa condamnation du politique omnipotent et inattaquable, sont entrés en résonance parfaite avec les inquiétudes de l'époque. Il suffit de voir avec quel écho la thématique des violences policières a retenti dans la population.

Sur scène et dans les médias, Coluche défouraille, comme ce 10 mars 1980, alors qu'il est face au journaliste Patrick Lecocq sur Antenne 2 : « Expliquez-moi comment un policier qui fait son devoir est toujours derrière un Arabe avec un pistolet à la main et tombe malencontreusement ? Le problème, c'est qu'il n'y a pas de raison, enfin il y en a une : c'est que les policiers se croient extrêmement couverts. »

À ce moment-là, la notoriété de Coluche lui ouvre un boulevard et rares sont ses contradicteurs directs.

L'ennemi public numéro un

Mais ses blagues vont lui coûter cher. Du statut de lanceur d'alerte, le clown passe directement à celui de l'ennemi public numéro un. Son entrée fracassante en politique va le faire basculer dans un autre monde, celui de la surveillance, du soupçon et des menaces.

Le ministre de l'Intérieur Christian Bonnet le fait placer sous surveillance par « le groupe de direction » de la préfecture, composé de policiers spécialisés dans la lutte contre les gauchistes et les Renseignements généraux enquêtent en parallèle sur lui et son entourage, fichant leurs accointances politiques.

Dans le documentaire *Coluche, un clown ennemi d'État* diffusé sur France 3 en 2014, Patrick Rougelet, ancien commissaire aux Renseignements généraux, explique pourquoi le pouvoir se méfie autant : « L'idée n'est pas que Coluche est devenu un dangereux révolutionnaire mais qu'il y a autour de lui des gens qui le manipulent, qui utilisent son grand cœur pour en faire un porte-drapeau. »

Les Renseignements généraux vont organiser une campagne de communication contre Coluche et d'intimidation, avec une série de lettres de menace signées « Honneur de la police », nom du groupe qui a revendiqué l'assassinat du gauchiste Pierre Goldman, le frère du chanteur.

Coluche le dénonce dès qu'il en a la possibilité, mais toujours dans son registre, la plaisanterie, comme il l'a fait sur le plateau de Michel Drucker : « On a plein de lettres qui

arrivent. J'ai des menaces de mort, de cassage de gueule, j'ai des déchets et des déjections, tout un tas de trucs quoi. »

Le journaliste Jean-Louis Pérez a enquêté pour son film documentaire *Coluche, un clown ennemi d'État* diffusé sur France 3 en 2011, et a notamment rencontré un certain Maurice, ancien des Renseignements généraux impliqué dans l'« opération Coluche » :

Je n'ai pas réussi à avoir la preuve que ce soit vraiment les RG qui ont envoyé les lettres de menace. Le groupe de direction chassait les gauchistes donc peut-être qu'ils étaient plus intéressés par l'entourage de Coluche. Mais, selon tous les éléments que j'ai réunis, la menace était réelle, pas à cause de son potentiel électoral mais de son influence sur l'opinion publique.

Le retentissement sur les Français inquiétait beaucoup le pouvoir. Ma conviction est qu'ils ont tout fait pour contenir les soutiens de Coluche, pour éviter que cela ne devienne une réalité sociale organisée qui aurait pu empêcher la candidature Giscard. En 1980-1981, le groupe de direction est idéologiquement très ancré à droite et n'a qu'une obsession : empêcher les gauchistes de prendre le pouvoir. Coluche pouvait représenter une passerelle.

Seule certitude, les Renseignements généraux ont joué les cartes de l'humoriste en alimentant directement les enquêtes des médias. La note sur le passé judiciaire de Coluche se retrouve dans le journal *Minute*, et dans *L'Express* qui en fait sa une le 27 décembre 1980 avec le titre « La vraie nature de Coluche » et un dossier à charge contre le comique.

En janvier, après l'entrée en campagne de François Mitterrand, Coluche chute dans les sondages et n'est plus crédité que de 5 à 6 % des intentions de vote, puis remonte et se stabilise en février à environ 9 %.

Deux mois après l'annonce de sa candidature, le climat devient étouffant, les menaces pèsent lourd et sa famille se fissure. La dernière lettre, rédigée à l'aide de découpages de presse ira jusqu'à asséner : « Coluche, attention à la mort ». Le bouffon demande à la préfecture une protection officielle, puis sombre dans la dépression parce que sa femme le quitte...

Or, au même moment, Jacques Attali revient vers l'équipe de campagne et révèle qu'un sondage secret donne François Mitterrand en troisième position si Coluche se présente au premier tour. L'équipe se rend à la raison : tous sont convaincus que Valéry Giscard d'Estaing sera réélu dans un fauteuil.

La farce doit prendre fin. Son manager Paul Lederman, qui s'occupe des relations presse, va organiser une fausse hospitalisation. Jean-Michel Vaguelys raconte : « Il l'avait déjà fait avec Claude François en lui faisant simuler un malaise sur scène, il va l'organiser à nouveau pour Coluche. L'idée c'est qu'il faut que ça s'arrête. Coluche était trop mal. »

Les médias, eux, continuent de nourrir la machine à fantasmes. Dans le récit journalistique, Coluche est présenté comme le candidat dangereux du premier tour. Dans les journaux télévisés, on annonce qu'il a reçu 650 parrainages. C'est faux. Son équipe de campagne a menti et personne n'a vérifié. En réalité, le comique n'a obtenu qu'une poignée de signatures. Une seule selon Romain Goupil et 11 selon Jean-Michel Vaguelys, qui explique :

La stratégie, c'était que les signatures viennent à lui. On a fait deux ou trois déplacements en province pour que les maires viennent. On avait même envoyé un formulaire à 500 maires. Mais nous n'avons reçu que 50 réponses.

Le ministre de l'Intérieur avait donné l'ordre aux préfets de faire pression sur les maires. Nous, on était des saltimbanques, on ne savait pas comment décrocher les parrainages. Mais le peuple était au rendez-vous, on recevait des milliers de lettres chaque semaine.

Même son de cloche chez Patrick Sébastien : « Coluche avait 5 signatures, il ne voulait pas vraiment y aller, il était porté par un soutien populaire massif. Je ne sais pas s'il aurait tenu à notre époque, avec les réseaux sociaux. Aujourd'hui, tu décrédibilises un mec en deux minutes. » Pour Pierre Lefébure, c'est un élément capital dans la légende Coluche :

Dans les faits, il ne s'est pas réellement engagé dans la présidentielle puisqu'il n'a pas essayé de franchir cet obstacle institutionnel des 500 signatures. Coluche, c'est un coup de pied monumental dans la fourmilière politique mais sans dessein. Sans réalisation.

Il a ouvert tout un champ qui n'existait pas. Il a donné de l'espoir et a montré que la candidature d'un clown était possible, mais il n'a réellement jamais voulu aller jusqu'au bout.

Las, séparé de sa femme et de ses fils, Coluche lance en mars un dernier pavé dans la mare. Il entame une grève de la faim pour réclamer deux émissions à la télévision et à la radio, en vain. Il l'arrête le 1^{er} avril mais personne ne note la blague.

Dans la foulée, après cinq mois de campagne, le 6 avril 1981, il organise une ultime conférence de presse où il déclare : « Dans l'état actuel de ma candidature et de la censure, j'aimerais que ma candidature s'arrête parce qu'elle commence à me gonfler. » Coluche ne rit plus donc il se retire.

Quelques jours plus tard, il appelle à voter François Mitterrand. Le 10 mai 1981, il est aperçu au siège du parti socialiste. Le lendemain, il reçoit à son domicile une lettre manuscrite signée de la main du nouveau président de la République.

Naissance d'une idole

Depuis, en plus d'être un cas d'école, Coluche est devenu un marronnier. La figure du clown plane comme une ombre sur la V^e République et revient dans le story-telling global à chaque élection présidentielle. Pour Pierre Lefébure, c'est le signe d'un affaiblissement de la politique :

Coluche a ouvert la voie à une ribambelle de clowns, à des candidats antisystème. En 2002, par exemple, Dieudonné marchait dans ses pas, il était encore fréquentable, se présentait comme un bouffon et bénéficiait du soutien d'une bonne partie du show-business. Mais comme son aîné, il n'est jamais parti à la course aux parrainages. L'épopée de Coluche a contribué à la fragilisation du politique depuis 1981. Il a ouvert le champ contestataire et creusé le populisme. Les acteurs politiques se sont démonétisés et d'une certaine manière, il a ouvert la voie au FN qui captera opportunément ces voix.

Mais aujourd'hui, tout ce phénomène prend une nouvelle ampleur car l'existence du clown tient à l'existence d'un espace pour une critique violente et frontale. Fonction que le numérique remplit parfaitement en contournant les canaux traditionnels.

Traduction concrète avec le mouvement des Gilets jaunes qui s'est emparé de l'icône Coluche à l'automne 2018. Dans

les manifestations, ils ont brandi des portraits, des pancartes avec les slogans de 1980. Sur leurs réseaux sociaux, les archives des interviews de Coluche sont devenues virales. La journaliste Aude Lancelin, qui a suivi de près le mouvement avec *Le Média* a été frappée par cette référence culturelle :

Quand on leur demande quelle personnalité politique a compté pour eux, ils répondent d'abord Coluche, puis Balavoine. Pour beaucoup de Gilets jaunes, les deux artistes sont des héros populaires. Ils sont perçus comme les deux tribuns du peuple, des figures tutélaires, symboliques car ils étaient intégrés au système et ont pris parti pour le peuple. Et leurs morts sont forcément suspectes à leurs yeux.

Voilà pourquoi, alors que leurs principales revendications – augmentation du pouvoir d'achat, demande de justice fiscale, réformes institutionnelles, dénonciation des violences policières ou encore rejet de la politique du président Emmanuel Macron – se retrouvent dans les programmes d'organisations syndicales ou politiques, les Gilets jaunes ont choisi de s'ancrer au capital symbolique et politique de l'humoriste des années 1980.

Pour Jean-Michel Vaguelsy, le lien est évident : « Coluche a proposé un segment entre le bras d'honneur et la fraternité. Il avait un discours profond sur l'égalité et la fraternité mais il était en même temps libertaire. Les mêmes valeurs ont été défendues sur les ronds-points. »

Prenons le pari ici, que notre clown contemporain sera affublé de l'étiquette du « nouveau Coluche », du « Coluche 2.0 » ou du « descendant de Coluche ». Le sondeur Jérôme Sainte-Marie note d'ailleurs un parallélisme avec notre époque : « On est dans une situation proche d'avant 1981. À l'époque, Mitterrand était donné battu

par Valéry Giscard d'Estaing et on disait même qu'il était son assurance-vie. Et il y avait un clown, Coluche qui représentait un recours. »

Coluche avait l'habitude d'expliquer : « J'ai fait plus d'entrées payantes que Lecanuet a fait d'entrées gratuites à ses meetings. » Gageons que notre clown aura le même objectif mais que les entrées seront remplacées par le nombre de clics ou de vues.

Mais n'allons pas si vite. Avant la France, Coluche a peut-être inspiré l'Italie. En 1984, il tourne *Le Fou de guerre* sous la direction de Dino Risi et passe un mois dans le désert égyptien avec l'acteur qui lui donne la réplique dans le film, un certain Beppe Grillo. De quoi ont parlé ces deux histrions ? Quelles passions ont animé leurs échanges ? Le Sinaï a toujours gardé le secret.